



Travailleurs sans-papiers en lutte à Chronopost Alfortville Manifestation de soutien Vendredi 18 octobre 2024, 16H De La Poste, 3 Place Salvador Allende, vers la Préfecture à Créteil

Depuis le 7 décembre 2021, près de 200 travailleurs sans-papiers tiennent un piquet de grève et de lutte devant l'agence Chronopost d'Alfortville, contre l'exploitation des travailleurs sans-titres dans les agences Chronopost, se traduisant par l'instauration d'un système de sous-traitance en cascade.

Les chantiers d'exploitation pour le tri et la manutention des colis sont confiés par Chronopost à des sous-traitants comme Derichebourg, qui sous-traite à son tour les embauches à des agences d'intérim comme Start People, Mission intérim... voire à la sienne propre, Derichebourg intérim.

Depuis 34 mois, les 18 grévistes Chronopost, accompagnés de refusés d'une première lutte menée en 2019, et de dizaines de travailleurs sans-papiers d'autres entreprises, ont multiplié les démarches, manifestations, rassemblements, interpellations, courriers... en direction de Chronopost et de sa maison mère, le groupe La Poste, ainsi qu'auprès des sous-traitants.

Ces employeurs, enfermés dans un pacte de déni et de mensonge, ont toujours refusé de reconnaître avoir embauché et exploité ces travailleurs et de leur donner les documents exigés pour leur régularisation. Et pourtant, La Poste a été condamnée le 5 décembre 2023 par le Tribunal Judiciaire de Paris pour non-respect de son devoir de vigilance sur l'utilisation de la sous-traitance.

Durant tous ces mois, nous nous sommes également adressés à L'Etat qui au final est le seul détenteur du pouvoir de régulariser la situation des travailleurs sans-papiers. Etat qui par ailleurs est l'actionnaire de référence (donc le propriétaire) du Groupe La Poste, exploitateur des sans-papiers.

Nous nous sommes heurtés à tous les niveaux soit à un refus de nous recevoir, soit à des parties de ping-pong entre ministères et préfecture, mais toujours à des manœuvres pour tenter de diviser ou disperser les travailleurs en lutte. Un pseudo enquête de la DRIEETS (direction du travail) du Val-de-Marne, lancée en...2019, n'est toujours pas close à ce jour !

Depuis le début de la lutte, la préfecture du Val-de-Marne n'a accepté de recevoir que 32 dossiers, et n'a accordé que 15 régularisations, dont 4 pour les grévistes Chronopost. **Nous sommes loin du compte !**

Les 9 et 27 août, sous prétexte des jeux olympiques (qui ne se tenaient pas dans le Val-de-Marne), la préfecture prenait des arrêtés d'interdiction de nos manifestations. **Le 27 août, la préfecture du Val-de-Marne se faisait sèchement condamner par le Tribunal Administratif de Melun, que nous avons saisi en référé, pour atteinte au droit de manifester !**

Cette attitude témoigne de l'obsession ultra droitiste du pouvoir marconien en matière de chasse aux migrants-res, et de rabaissement permanent des droits des étrangers-res.

Cela s'est traduit par l'adoption de la loi Darmanin, dite « asile immigration » en janvier dernier, avec les voix R.N. La veille de la démission du gouvernement minoritaire d'Attal, Darmanin, ministre sur le départ, a eu le culot de faire publier les décrets d'application de sa loi raciste et xénophobe !

Macron/Barnier/Retailleau/Le Pen

Unis dans les campagnes anti-immigrés-es pour détourner les regards des attaques anti-sociales inédites qu'ils veulent imposer à toutes et tous !

Après de nombreuses semaines de gouvernement « intérimaire », Macron, minoritaire dans les urnes en juillet, a fini par désigner Michel Barnier (LR) comme Premier ministre, **avec la bénédiction du RN de Le Pen et Bardella**. Les déclarations passées de Barnier, en particulier lors de sa candidature interne à LR pour les élections présidentielles de 2022, ne nous rassuraient pas sur les intentions de son gouvernement par rapport aux migrants-tes et personnes issues de l'immigration. **La nomination de Retailleau au ministère de l'intérieur a confirmé nos craintes !**

Ses prises de positions passées sur l'immigration, *mais surtout ses annonces actuelles comme ministre, témoignent de son obsession xénophobe et donnent le ton : suppression de l'AME, multiplication des OQTF, rétentions et expulsions à tout va, projet de retour au délit de « séjour irrégulier » supprimé en 2012, remise en cause de la « circulaire Valls de 2012 » sur la régularisation des travailleur sans-papiers...*

Rampant devant le RN, Retailleau et le gouvernement annoncent une nouvelle loi contre les migrants-tes et l'ensemble des personnes d'origine étrangère...juste un an après la loi raciste de Darmanin !

Macron, LR, leurs complices du RN, veulent nous imposer un plan d'austérité sans précédent !
Ce vomis anti-immigrés-es sert à cacher l'aplatissement servile de ces politiciens devant les puissances d'argent et du patronat qui, pour sauvegarder et accroître leurs profits, attaquent en permanence nos salaires, nos protections sociales (sécu, assurance chômage, retraites, accès au logement social...) nos droits et nos libertés, quelles que soient nos origines et nationalités.

Ensemble, refusons de nous diviser et de paralyser nos luttes et nos résistances unies d'exploités-es, français ou immigrés, avec ou sans papiers, nous qui ne vivons que de notre travail, et non des rentes ou dividendes de la spéculation financière qui, elle, ne subit pas de « contrôle aux frontières ».

Face à un pouvoir qui mise sur l'intimidation, le pourrissement et la division, les travailleurs du piquet Chronopost d'Alfortville tiennent bon pour arracher les titres de séjour pour tous, et montrent la voie pour la défense de nos intérêts communs.



Vive la lutte pour la régularisation de tous-tes les sans-papiers

Soutien financier à la lutte : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>